



Conseil régional
Groupe Droite et Centre de Bretagne

Kuzul Rannvro Breizh
Strollad Tu-dehou ha tu-kreiz eus Breizh

1^{ère} réunion du Conseil régional de Bretagne – Février 2013

Intervention de Madame Bernadette MALGORN

Conseillère régionale de Bretagne

Présidente du groupe « Droite & Centre de Bretagne »

Monsieur le Président, Chers Collègues,

C'est le premier budget de votre présidence que nous examinons aujourd'hui.

Sera-t-il marqué par l'esprit de sobriété dont vous vous réclamez ?

Si l'on en jugeait par le nombre de pages qui a diminué de moitié, on pourrait l'espérer. Mais il ne s'agit là que d'un effet mécanique puisque la moitié des pages consacrées dans les budgets précédents à critiquer l'Etat ont disparu.

Vos revendications ont-elles été satisfaites ? Les dotations de l'Etat ont-elles augmenté ? Obtient-on plus tôt les informations nécessaires à l'établissement du budget régional ? Au contraire. Les choses ont changé mais pour s'écartier encore plus des attentes que vous exprimiez hier. Mais la solidarité partisane vous contraint désormais au silence. A contrario, depuis le 7 mai 2012, vous avez découvert la crise.



Lorsque que, depuis trois ans, nous vous répétions que « la crise ne s'était pas arrêtée aux portes de la Bretagne », vous nous accusiez de jouer les Cassandre. Vous vous ralliez aujourd'hui à notre analyse dans votre rapport introductif et dans votre propos. Bien tardivement ! Trois années au cours desquelles la Bretagne s'est enfoncée dans la crise sans action vigoureuse pour en atténuer les effets. Effectivement, tout ne dépend pas d'une autorité régionale, mais si nous sommes ici, c'est que nous croyons qu'elle a cependant quelques marges d'action.

Il est temps de changer de cap. Et d'apporter des solutions à la réalité économique, sociale et territoriale de la Bretagne. Je poserai simplement 3 questions :

1) Votre budget répond-il à l'impératif de redresser nos comptes publics ?

Vous admettez aujourd'hui ce que vous refusiez hier, c'est-à-dire que les collectivités territoriales participent à l'effort national de redressement. Nous n'allons pas dire le contraire, nous le disions hier. Et ce n'est pas parce que le Gouvernement a changé de couleur, que nous allons changer de position.

En tirez-vous les conséquences dans ce budget 2013 ?

Alors que l'Etat exprime l'intention, en loi de finances, de stabiliser ses dépenses, sans d'ailleurs nous expliquer comment il y parviendra, votre budget est en progression de 7%. Nous avons voté et nous voterons pour les investissements liés à la LGV. Mais au-delà de quelques réductions de dépenses, que je qualifierais de « cosmétiques », les dépenses de fonctionnement et d'intervention continuent de progresser

Monsieur le Président, écoutez-vous ce conseil ? Je cite « *Trop souvent, une dépense est ajoutée aux précédentes, sans que la pertinence ou le degré de*

priorité de ces dernières ne soit réexaminé. Une économie signifie une diminution de la dépense publique totale. Le financement de toute dépense nouvelle doit en conséquence se faire par une économie en dépense ». Ce bon conseil, c'est celui de Jean-Marc Ayrault qui, dans sa circulaire du 14 janvier 2013 définit ce que doit être « une gestion responsable des dépenses publiques ».

La libre administration des collectivités locales n'interdit pas d'écouter les bons conseils, d'autant que depuis Maastricht, l'ensemble du secteur public est solidaire en termes de déficit et de dette. A l'analyse de votre budget, il n'apparaît pas qu'il réponde à la définition d'une gestion responsable, au sens de Jean-Marc Ayrault.

2) Votre budget apporte-t-il des réponses à la crise qui frappe la Bretagne ?

« Il convient que les collectivités cherchent à se recentrer sur leurs principales priorités ». Je cite votre rapport, Monsieur le Président. Ce sont vos propos, mais vous ne passez pas à l'action, car il faut faire des choix budgétaires. C'est exprimer du courage de le faire et ce n'est pas toujours facile.

La Bretagne traverse une crise historique. Bien sûr, il y a la crise mondiale, mais en plus notre Région est vraiment secouée dans ses fondations. Le chômage y progresse maintenant plus vite qu'ailleurs. Nous assistons à un triple décrochage :

➤ **Un décrochage économique.** Tous les piliers fondamentaux de notre économie bretonne sont touchés. L'agriculture et les industries agroalimentaires. Vous avez évoqué vous-même, Monsieur le Président, la crise de l'aviculture, les problèmes de la filière porcine. Jacques Le Guen y reviendra dans la question orale que nous avons déposée il y a déjà plusieurs jours. Mais je voudrais souligner notre analyse, nous l'avons dit depuis que nous siégeons ici, nous vous l'avons répété à l'occasion de l'expression de l'avis du Conseil Régional à

Monsieur Ciolos sur la PAC où à l'époque vous n'aviez à la bouche que le « verdissement »... lorsque nous parlions de restitutions, nous étions qualifiés de ringards ! Nous vous l'avons redit au moment de la Nouvelle Alliance et maintenant cela vous éclate dans le nez ! Il n'y a pas de quoi rire parce que des milliers d'emplois sont en jeu ! Certes, vous avez proposé l'inscription de 4M€ pour les éleveurs du groupe Doux au moment où il s'est trouvé en difficulté, mais lorsque nous vous avions proposé, plusieurs années auparavant, de faire un programme de modernisation des bâtiments d'élevage, nous avons également été retoqués. Vous avez évoqué, Monsieur le Président, l'automobile, les industries de pointe, le bâtiment et tous les risques en termes d'emploi... sur l'analyse nous n'avons pas de désaccords fondamentaux. Effectivement, cette analyse que nous portons ici en Assemblée depuis 3 ans, nous voyons qu'aujourd'hui vous la partagez. J'ajouterais aussi le tourisme avec une baisse continue de la fréquentation depuis maintenant cinq ans. Et pourtant, là encore vous l'avez dit vous-même, nous avons des potentiels, vous en avez cité quelques exemples. Mais alors, que faisons-nous ? Hormis les pôles de compétitivité et les investissements d'avenir, lancés par les gouvernements précédents, votre budget ne porte aucune marque d'un projet économique pour la Bretagne et pour l'emploi. Vous inscrivez des crédits à la baisse dans le programme consacré à l'innovation et à l'économie de la connaissance. Là encore, je ne vais pas m'exprimer directement, mais écoutez la demande d'un membre du CESER : « *le Conseil régional doit saisir l'opportunité de l'élaboration du Schéma régional de développement économique pour s'interroger sur ses axes et modalités d'intervention, quitte à les modifier même fortement si la situation l'impose* ». Oui, la situation l'impose et il est grand temps de donner un coup de balai et

d'évaluer l'efficacité de nos dispositifs en matière économique. Qu'ils soient directement mis en œuvre par les services régionaux ou par les agences extérieures que vous avez créées en grand nombre.

- **Un décrochage territorial.** Le fossé entre l'ouest et l'est breton se creuse. Entre le littoral et le centre Bretagne ; entre le monde rural et les agglomérations urbaines. Cet équilibre territorial qui a fait la force de la Bretagne est en passe d'éclater. Où est votre politique d'aménagement du territoire ? Est-ce raisonnable de consacrer 90M€ pour le métro rennais, 18M€ pour le FRAC sans compter les dérives et les frais de fonctionnement, 3M€ pour le centre de congrès dont le budget dérape déjà, quand les populations de la Bretagne centrale qui vivent de l'agriculture et de l'agroalimentaire voient les usines fermer et les emplois disparaître ?
- **Un décrochage démographique.** Derrière les chiffres qui montrent une croissance démographique s'annonce un vieillissement de la Bretagne et le risque de son ancrage limité à une économie résidentielle. Dans le même temps 15 000 jeunes quittent chaque année la Bretagne pour trouver ailleurs du travail ou la formation qui leur permettra d'accéder à l'emploi. Votre réponse : une Charte jeunesse transversale, dont je vous disais déjà en 2011 qu'elle prenait le problème à l'envers. L'accession des jeunes à l'autonomie passe en priorité par l'obtention d'un emploi. C'est cela, le projet personnel des jeunes, plus que ces actions floues sur lesquelles vous commencez à faire marche arrière. Votre budget ne répond que très partiellement à cette priorité de l'emploi des jeunes. Certes il faut sécuriser les parcours mais aussi décloisonner les formations, les mettre en prise réelle avec le monde économique de l'entreprise.

3) Enfin votre budget prépare-t-il l'avenir de la Bretagne ?

A de nombreuses reprises, il est question dans le budget de la LGV Le Mans/Rennes pour laquelle nous allons débourser cette année 148M€.

Nous nous sommes tous battus pour voir ce projet aboutir. Nous voterons les crédits pour cet important chantier.

Mais le consensus breton sur le ferroviaire ne s'arrête pas à Rennes. Le terminus du TGV n'est pas Rennes. Notre projet partagé est de mettre Brest et Quimper à trois heures de Paris. C'est cela préparer l'avenir. C'est raccorder la Bretagne à tous les réseaux européens. Alors, quand tel éminent collègue du groupe socialiste de notre assemblée déclare publiquement que le Très Haut Débit sera le TGV pour la pointe du Finistère, il y a rupture de contrat. Certes, nous avons besoin du Très haut débit pour tous et le SCORAN a été adopté à l'unanimité. Mais le Très haut débit ne remplacera ni les nouvelles lignes ferroviaires à grande vitesse vers Brest et Quimper, ni la RN 164.

Monsieur le Président, vous avez conduit et je vous en remercie, notre délégation pluraliste auprès de la mission « Mobilité 21 » chargée par le gouvernement de hiérarchiser les projets du SNIT. Nous avons ensemble plaidé pour la RN 164 et pour ces nouvelles lignes à grande vitesse vers Brest et Quimper.

Sur ces bases, nous pouvons refonder le consensus breton mis à mal par trop d'interrogations, de défaitisme voire de double langage. Il est temps de passer à la vitesse supérieure dans un combat qui devrait être celui de toute la Bretagne, de nos parlementaires, de toute notre assemblée qui s'honore de compter deux membres du Gouvernement. Et je pense que ce combat doit aussi porter sur les délais, Monsieur le Président. J'ai entendu comme vous, les déclarations du président de la mission « Mobilité 21 » sur le report en perspective du débat public.

Je crois que, là aussi, nous ne devons pas baisser les bras et nous devons tout faire pour que ce débat ait lieu, que nous soyons classés dans les groupes 1 ou 2, mais je ne veux même pas imaginer que nous puissions être classés dans le groupe 3. Il faut aussi que notre Assemblee le démontre autrement que par des démarches, que notre Assemblée l'inscrive dans ses perspectives budgétaires, et j'avais regretté, Monsieur le Président vous vous en souvenez, que cela n'ait pas été fait dans la programmation pluriannuelle qui porte jusqu'en 2018 et qui donc devrait commencer à intégrer ce grand chantier, notre combat commun.

J'ai apporté un soutien déterminé au projet de développement du port de Brest. Mais à quoi sert-il d'y investir quelques 150M€ si cette métropole n'est pas desservie par le TGV et si notre agroalimentaire se casse la figure? C'est quand même un des points forts du port de Brest ! Nous soutenons le projet de Notre Dame des Landes. Mais à quoi sert-il de construire cet aéroport si ce n'est dans une perspective de développement de toute la Bretagne desservie par un TGV jusqu'à sa pointe occidentale?

Quel projet de développement économique pour créer de la richesse et de l'emploi ? Dans quatre ans, Rennes sera à moins d'une heure trente de Paris. Le paysage de la Bretagne va être bouleversé. C'est une révolution dans l'aménagement du territoire de la Bretagne. Le TGV que nous avons tous voulu n'a pas vocation à amener des touristes en Bretagne ou permettre à nos actifs d'aller travailler tous les jours à Paris. C'est maintenant qu'il faut définir notre politique d'aménagement du territoire.

A toutes ces questions, votre budget n'apporte aucune réponse.

Votre budget ne fait pas les choix courageux qui s'imposent ; il ne prépare pas l'avenir de la Bretagne, l'aménagement de son territoire, l'avenir de ses entreprises, de nos emplois.

Je vous remercie.